

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1391

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le salaire de la peur ne fait pas de gagnants

DIFFICILE DE COMPRENDRE, au lendemain du vote sur l'assurance maternité, les raisons de l'échec. Il faudra attendre quelques semaines, le temps que s'émousse l'amertume et que tombent les résultats du sondage Vox réalisé régulièrement après chaque votation. Seules ces indications permettront d'identifier les points de résistance et d'élaborer une réponse efficace.

Mais déjà le témoignage de celles et ceux qui ont participé aux débats de la campagne référendaire signale quelques pistes. Comme un leitmotiv se sont exprimées les craintes quant à l'avenir des assurances sociales. Or un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. L'acceptation du relèvement de l'âge de la retraite des femmes dans le cadre de la 10^e révision de l'AVS, le rejet de mesures d'économie même modestes

dans l'assurance chômage et le net refus ce dimanche de la révision de l'assurance invalidité semblent confirmer cette attitude. Si la majorité populaire s'oppose à tout démantèlement de la sécurité sociale, elle joue l'acquis contre tout développement même modeste et justifié.

Le catastrophisme orchestré par les milieux patronaux alémaniques et relayé par les partis bourgeois porte ses fruits. Un catastrophisme d'ailleurs largement favorisé par le flou des perspectives et le bricolage qui

tient lieu de procédure d'assainissement des différents volets de la sécurité sociale: le traitement par petites touches, qu'on croyait indolore, inquiète plus qu'il ne rassure. Le temps est venu de présenter une solution globale avec scénarios alternatifs – prestations, coûts et modes de financement –, et d'ouvrir le débat.

Mais le sentiment d'insécurité prend racine plus profondément. L'environnement international instable, l'érosion des revenus, le chômage, l'emploi aléatoire, des conditions de travail qui se péjorent font partie maintenant du quotidien helvé-

tique. Ce monde change trop rapidement pour une Suisse habituée à vivre loin des cahots du monde.

L'UDC a fait de ce sentiment son fonds de commerce et a instrumentalisé des angoisses légitimes, alors

*Le catastrophisme
orchestré par les
milieux patronaux
alémaniques
et relayé par les partis
bourgeois porte
ses fruits*

qu'elles auraient dû être entendues et calmées. Le dynamisme économique, la cohésion sociale comme la participation active de la Suisse à la construction européenne exigent la confiance en soi. C'est pourquoi ni les partis bourgeois ni le patronat n'ont intérêt à flirter avec cette stratégie du pire. C'est pourquoi la gauche politique et syndicale se doit de concevoir des réponses argumentées et crédibles en matière d'assurances sociales, d'asile comme de fiscalité notamment.

JD/GS